

*Congrès pour la Démocratie
et le Progrès (CDP)*

Bureau Politique National

Bureau Exécutif National



Burkina Faso
Unité – Progrès - Justice

Ouagadougou, le **21 Février 2024**

COMMUNIQUE DU CONGRES POUR LA DEMOCRATIE ET LE PROGRES (CDP)

******Levée des sanctions contre le Niger******

Le 26 juillet 2023, l'armée Nigérienne a mis fin au pouvoir du Président Mohamed Bazoum. Quelques jours plus tard, la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a pris des sanctions très sévères contre le Niger.

Ces sanctions furent entre autres la fermeture de toutes les frontières terrestres et aériennes avec le Niger, la suspension des transactions financières avec les institutions financières du pays un embargo sur les produits de grande consommation et ce jusqu'au rétablissement de Mohamed Bazoum comme président du pays. Au-delà de ces mesures coercitives, une intervention militaire avait été envisagée.

Cependant, si les sanctions prises étaient dissuasives et visaient à un retour de l'ordre constitutionnel au Niger, les conséquences sont sans communes mesures sur les populations nigériennes à qui ces sanctions sont imposées rendant ainsi les conditions de vies intenable.

Aussi, comme un effet boomerang, force est de constater que ces sanctions ont également des conséquences économiques et financières néfastes sur les pays du littoral ouest-africains qui connaissent une baisse drastique de leurs activités portuaires.

Lors de mon dernier séjour au Niger qui a duré quatre-vingt-seize heures en ce mois de février 2024, j'ai pu toucher du doigt le quotidien des nigériens et des ressortissants des autres pays qui y vivent et a mesuré l'ampleur de ces sanctions sur des populations désemparées. Elles vivent dans un dénuement total, avec des conditions de vies très difficiles dans les limites du supportable.

C'est pourquoi, nous lançons solennellement un cri de cœur aux chefs d'États de la CEDEAO, devant se réunir le 24 de ce mois de février 2024, de se pencher sur le cas du Niger afin de lever purement et simplement toutes les sanctions prises à l'encontre dudit pays dans l'objectif de soulager les populations meurtries, subissant déjà les conséquences humaines, humanitaires et économiques déplorables de cette guerre lâche et perfide imposée par les groupes armés terroristes.

Il vous souviendra que depuis 2018, le CDP n'a eu de cesse d'interpeller, à travers des communiqués et des conférences de presse, la communauté internationale (Organisation des Nations Unies, Union Africaine, Union Européenne, CEDEAO etc.) et les partenaires techniques et financiers, multilatéraux et bilatéraux d'apporter leur soutien réel aux pays en proie aux attaques terroristes pour vaincre cette hydre autrice de nos malheurs. Ces appels n'ont malheureusement pas été entendus tels que souhaités.

Lever les sanctions contre le Niger sera perçu comme un signe de la grandeur d'esprit et de solidarité retrouvée pour le bien-être des populations car cela permettra au peuple nigérien ainsi qu'aux ressortissants des autres pays qui y vivent de retrouver des conditions de vie plus décentes.

Aussi, une telle décision de la CEDEAO permettra sans aucun doute, d'apaiser les esprits de révolte (tout de même légitimement compréhensibles), source de discorde et de division de l'organisation sous régionale.

Enfin, nous invitons les États membres de la CEDEAO à intensifier le dialogue avec les pays membres de l'Alliance des États du Sahel (AES) pour sauvegarder les intérêts supérieurs des peuples de la sous-région.

Démocratie-Progrès-Justice

Copie :

Président de la Commission de la CEDEAO

Le Président du Parti,
Président du Bureau Politique National



Wend-Vennem Eadie Constance Hyacinthe **KOMBOIGO**
Commandeur de l'Ordre de l'Étalon